

USA : 2 démocrates destitués pour mauvaise gouvernance Covid... Quand est-ce qu'on destitue Macron ?

écrit par Christine Tasin | 23 février 2021



Voici un avantage considérable de la Constitution américaine sur la nôtre (en sus des amendements sur la liberté d'expression et le port d'armes). Les élus ne sont pas à l'abri pendant tout leur mandat. Une simple pétition ayant atteint 1 500 000 signatures peut suffire à annuler une élection ! On en rêve ! Chez nous, les pires de tous, Macron, Hidalgo et tous les mondialistes élus ou réélus qui abusent de leur pouvoir aux dépens du peuple restent en place des lustres quoi qu'il arrive...

Aux Etats-Unis, il se pourrait bien que la gestion désastreuse du Covid par 2 gouverneurs démocrates puisse leur coûter leur poste : confinement strict calamiteux, personnes âgées mises à l'écart qu'on a laissé mourir, fermeture des écoles...

Les gouverneurs démocrates de Californie et de New York seront-ils les prochaines victimes du “virus chinois” ?

Le “virus chinois”, comme l’appelait Donald Trump avec dédain, qui a frappé les États-Unis à partir du mois de février 2020, aura coûté au Président sa réélection en novembre 2020. En effet, alors que le Président sortant était parti pour remporter un succès électoral spectaculaire en novembre 2020 – notamment sur la base de ses accomplissements en matière économique – la crise sanitaire aura servi d’excuse inespérée aux démocrates pour modifier – illégalement d’ailleurs – les lois électorales des États-clefs (Géorgie, Michigan, Pennsylvanie, Wisconsin, etc...).

Comme il était soi-disant dangereux pour la santé publique de se rendre personnellement aux urnes, les gouverneurs des États concernés ont autorisé le vote par correspondance universel et sans contrôle, ce qui permit à des millions de personnes qui n’avaient pas eu le droit de voter en 2016 d’envoyer par la poste un bulletin (et ce, parfois plusieurs jours après le jour de l’élection!).

On connaît le résultat, alors que Donald Trump fut crédité de 14 millions de voix de plus qu’en 2016 (74,2 millions de voix au total), Joe Biden – sans faire campagne – recueillit 81,2 millions de voix, obtenant plus de voix qu’aucun autre candidat dans l’histoire du pays (11 millions de plus que Barack Obama en 2008 et 15 millions de plus qu’Hillary Clinton en 2016).

Mais le virus n’aura pas frappé seulement à droite aux États-Unis. Il semble bien en effet que le virus s’apprête

à faire deux nouvelles victimes, cette fois-ci à gauche.

La pétition de tous les dangers en Californie

La pétition réclamant la démission de Gavin Newsom, gouverneur démocrate de la Californie ayant récemment atteint le seuil fatidique des 1,5 million de signatures, un référendum d'initiative populaire devrait être organisé en juillet prochain.

Dans le cadre de ce référendum, deux questions seront posées aux électeurs californiens :

1. Souhaitez-vous destituer le gouverneur actuel ?

Si une majorité répond par la positive

Le candidat qui arrive en tête parmi tous les prétendants remporte l'élection, étant précisé que le gouverneur actuel pourra se présenter à sa propre succession. La dernière fois qu'un gouverneur a été destitué de la sorte en Californie, ce fut en 2003 lorsque le démocrate Gray Davis a été remplacé par l'acteur Arnold Schwarzenegger, qui arriva en tête avec 48 % des voix.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Le gouverneur Gavin Newsom était pourtant une star montante du parti démocrate américain, triomphalement élu en 2019 avec 24 % d'avance sur son adversaire républicain.

En cause, sa gestion désastreuse de l'ensemble des affaires de l'État : feux gigantesques de l'été dernier liés à la mauvaise gestion des forêts publiques, coupures d'électricité liées à la politique énergétique "green" de l'État, crise des sans-abris, criminalité hors de contrôle, libération de milliers de prisonniers sous le prétexte de la crise du virus, augmentation des impôts, économie en chute libre, fuite des petites et grandes entreprises, exode de 100.000 habitants par an qui ont fui la Californie, dont des personnalités

importantes richissimes de la Silicon Valley comme Elon Musk, le patron de Tesla (parti au Texas) ou Larry Ellison, le fondateur d'Oracle, parti s'installer à Hawaï alors que le siège d'Oracle se déplaçait de la Californie vers le Texas.

Mais surtout, il est reproché au gouverneur de la Californie la mauvaise gestion de la crise du coronavirus. Les confinements sans fin en vigueur depuis mars 2020, l'incohérence des mesures, la fermeture des écoles sans aucune perspective de réouverture, les problèmes de distribution du vaccin, sans parler des images dévastatrices du gouverneur participant en novembre dernier à un dîner au restaurant (à l'intérieur) avec une douzaine de lobbyistes, dîner au cours duquel aucune des règles les plus élémentaires de protection imposées à ses concitoyens n'était respectée.

Des mauvais chiffres

Les chiffres du Covid en Californie ne sont pas bons, surtout lorsqu'ils sont comparés à d'autres États, comme la Floride par exemple où le gouverneur républicain Ron DeSantis a refusé le confinement général et la fermeture des écoles. Ainsi, la Californie connaît en ce début d'année un taux d'hospitalisation bien supérieur à celui de la Floride et un taux de mortalité comparable (125 décès pour 100.000 habitants contre 137 en Floride), et ce, alors même que la Californie est un État dont la population est l'une des plus jeunes du pays alors que la Floride compte à l'inverse une des population les plus âgées des États-Unis. Plus précisément, les personnes âgées (de plus de 65 ans) constituent 21 % de la population en Floride contre seulement 15 % en Californie... Autrement dit, le coronavirus aura commis les mêmes dégâts sanitaires en Californie (avec confinements stricts) et en Floride (sans restrictions des libertés et avec une population plus vulnérable). Le gouverneur de Floride résume la situation, lorsqu'il déclare (le 8 février) : "Nous avons démontré que les confinements ne fonctionnent pas" ("*lockdowns don't work*")

En parallèle, le chômage en Californie (9 % de la population aujourd'hui) aura augmenté de 8,3 % entre février 2020 et décembre 2020, à comparer à une augmentation de seulement 5,1 % en Floride (pour s'établir à 6,1 % de la population). La Californie aura donc détruit son économie en 2020 tout en obtenant des résultats sanitaires mitigés. Son gouverneur risque d'en payer les conséquences politiques au prix fort.

La gestion désastreuse de la crise du coronavirus par le gouverneur de New York

De l'autre côté du pays, sur la côte est, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo est en sérieux danger. Même les élus démocrates à Albany se sont retournés contre lui, lui retirant ses pouvoirs d'urgence pour gérer la crise du virus, le menaçant de poursuites pénales et d'*impeachment*. Le Sénat de New York a ouvert une enquête contre les actions de son gouverneur et même le *State Attorney General* (le ministre de la justice de New York) Laetitia James a lancé une enquête. Le FBI a annoncé la semaine dernière qu'il ouvrirait également une enquête contre le gouverneur. Les observateurs en conviennent, celui qui a été loué et encensé par les grands médias de gauche et l'establishment démocrate l'année dernière comme ayant géré de façon magistrale la crise du virus ("*Covid hero*"), risque désormais de finir sa carrière en prison.

Non pas parce que les chiffres de l'État comptent parmi les plus mauvais des États-Unis : 238 morts pour 100.000 habitants, taux d'hospitalisation le plus élevé de tout le pays, augmentation du chômage de 10,7 % entre février 2020 et décembre 2020 (le double de la Floride pour une population de taille comparable).

Mais parce que le gouverneur Cuomo est à l'origine du décès de 15 000 personnes âgées. Tout a commencé le 25 mars 2020,

lorsqu'il ordonna aux hôpitaux de transférer leurs patients âgés atteints du virus dans les hospices et maisons de retraite. Cette mesure, prise dans la précipitation (et contre l'avis des responsables des établissements), avait pour objectif de libérer des lits en soins intensifs dans les hôpitaux de l'État. Le gouverneur craignait alors, à tort, une pénurie de lits. Cette décision revenait à réserver l'accès aux hôpitaux en priorité aux jeunes en faisant le choix de laisser mourir les seniors dans leurs *nursing homes*. Par comparaison, la décision inverse fut prise par le gouverneur de la Floride, interdisant aux seniors contaminés de rentrer dans leurs maisons de retraite.

Une véritable hécatombe

Le printemps 2020 fut le témoin d'une véritable hécatombe dans les hospices et maisons de retraite de New York. Il fallut attendre le mois de juin pour que l'ordre du 25 mars soit abrogé. Trop tard. En deux mois, les établissements pour les seniors ont dû, sous la contrainte, accepter en leur sein plus de 9.000 patients contagieux, qui aussitôt contaminèrent l'ensemble de la population âgée sans défense, laquelle, jusque-là, avait été efficacement isolée du virus.

Le double crime

En l'occurrence, le crime est double. L'administration du gouverneur Andrew Cuomo s'est ensuite enferrée dans le mensonge et la manipulation des données pour camoufler ses errements. Des chiffres minorés furent transmis au ministère de la Santé puis au ministère de la Justice (constituant l'infraction d'obstruction à la justice), de fausses informations furent données aux médias. Pire, on réalise alors que les personnes âgées mourantes étaient transférées dans les hôpitaux au cours de leurs dernières heures de vie afin que les décès ne soient pas officiellement comptabilisés dans les maisons de retraite.

Officiellement, 8.950 personnes étaient mortes du coronavirus dans les hospices et maisons de retraite. Depuis qu'une décision de justice a récemment contraint le gouvernement de New York à dévoiler les chiffres réels, il a été admis que l'on dénombre en réalité 15.050 décès liés au coronavirus dans ces établissements. Le *chief of staff* de Cuomo s'est même excusé du mensonge (*cover up*) auprès des élus démocrates de l'État, mais pas auprès des familles endeuillées.

"C'est inexcusable. c'est l'un des pires exemples d'échec d'un gouvernement et de dissimulation que j'ai jamais vus. Dans ce cas, le cover up est pire que le crime" a récemment réagi l'ancien gouverneur de New York George Pataki.

Anthony Lacoudre est avocat à New York.

Auteur(s): **Anthony Lacoudre, pour FranceSoir**

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/les-gouverneurs-democrates-de-californie-et-de-new-york-seront-ils-les-prochaines>